



Crous de Toulouse-Occitanie

**MARCHÉ PUBLIC
DE TRAVAUX
A PROCEDURE ADAPTEE**

Travaux de reprise des
canalisations d'évacuation
des réseaux enterrés sur le
site de CHAPOU (31)

**Cahier des clauses
administratives particulières (CCAP)**

Consultation n°

2025-33

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS	15
9.	FIN DU CONTRAT	17

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

Acheteur	Crous de Toulouse-Occitanie
Type de contrat	Marché de travaux
Structure	2 lots
Lieu d'exécution	Toulouse (31)
Durée	3 mois (dont 10 jours de période de préparation)
Pénalités de retard	$P = V \times R / 1500$
Variation des prix	Fermes actualisables
Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un marché public passé en procédure adaptée - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Travaux Arrêté du 30 mars 2021
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT – PIÈCES CONTRACTUELLES - INTERVENANTS

■ Objet de la prestation :

Le présent marché public de travaux de reprise des canalisations d'évacuation des réseaux enterrés sur le site de CHAPOU – 1 rue Saunière 31000 Toulouse

■ Pièces contractuelles :

Les **pièces particulières** contractuelles sont, par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement ;
- le présent CCAP ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- le CCTP des 2 lots ;
- les pièces écrites, graphiques et plans du DCE ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

En cas de discordance de l'offre par rapport au CCTP, le titulaire devra la prestation décrite au CCTP.

Les **pièces générales** contractuelles sont, par ordre de priorité :

- le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le Cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations du contrat ;
- les normes et DTU en vigueur.

■ Intervenants

➤ **La maîtrise d'ouvrage** est assurée par :

Crous de Toulouse-Occitanie

Représenté par Madame Dominique Froment, Directrice générale,

58 rue du Taur
31070 Toulouse CEDEX 07
Téléphone : 05 61 12 54 00
Courriel : immobilier@crous-toulouse.fr
Site internet : <https://www.crous-toulouse.fr>

➤ **La maîtrise d'œuvre** est assurée par :

SETES

14 avenue des Tilleuls
65000 TARBES
Téléphone : 05.62.34.25.54
Courriel : vrd.setes@setes.fr
www.technisphere.fr
M ; LACROUTS Jean-François

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées en **2 lots**.

Lot 1	VRD
Lot 2	Reprise des canalisations d'évacuation des réseaux enterrés par chemisage

4. DUREE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **3 mois** à compter de la notification de l'AE.

■ Délais d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le planning.

■ Délai de préparation :

Le contrat prévoit une période de préparation de **10 jours** à compter de la notification du marché. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution.

■ **Calendrier détaillé d'exécution :**

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé remis à l'offre.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **fermes et actualisables**.

L'actualisation des prix se déclenche si plus de 3 mois séparent la date d'établissement des prix de la date de début des prestations prescrite par l'acheteur, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_m - 3 / I_0)$$

I_0 est l'indice de référence (définis ci-dessous – Article « **Modalités d'actualisation des prix** ») de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

$I_m - 3$ est l'index de référence (définis ci-dessous – Article « **Modalités d'actualisation des prix** ») de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

■ **Contenu des prix :**

Conformément aux CCTP propres à chaque lot et conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Le titulaire est tenu de vérifier la justesse de son détail estimatif avant la remise de son offre.

Aucune réclamation du titulaire ne peut être prise en compte après la signature du contrat, notamment au regard de la contrainte liée au fait que les travaux seront réalisés sur des sites occupés.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

■ **Modalités d'actualisation des prix :**

Le prix de règlement ne peut excéder le prix résultant de l'évolution des indices de référence officiels BT arrêtés pour chaque corps d'état.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts. Le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance passe à 30 % si le fournisseur est une PME.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire par le titulaire.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> (procédure jointe en annexe 1).

Conformément à l'article R2193-16 du Code de la commande publique, **le sous-traitant admis au paiement direct dépose sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Portail Pro**, sans autre formalité. Le titulaire dispose de 15 jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement, sur ce portail. Le titulaire veillera à lui transmettre la procédure (annexe 1).

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte, versés mensuellement, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG Travaux.

■ **Adresse de remise des demandes de paiement :**

Plateforme Chorus Portail Pro, en indiquant le code service émetteur 1011 (espace « Factures de travaux »).

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'annexe **1** au présent CCAP, établissant les modalités de dépôt des factures et l'accepte sans réserve.

Le titulaire peut également consulter, sur le site <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> les fiches pratiques, destinées aux émetteurs de factures ou encore la vidéo « [Tutoriel Chorus Pro V2 - Gérer les factures de travaux pour les fournisseurs](#) ».

Toute facture ne respectant pas les prescriptions décrites dans les documents précités sera rejetée par le Crous de Toulouse-Occitanie.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur Nsiani MARQUES

Agent Comptable du Crous de Toulouse-Occitanie
58, rue du Taur
CS 67096
31070 Toulouse Cedex 7

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ Retenue de garantie :

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le titulaire est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire.

Conformément à la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003, la notion de TPE/PME repose sur trois critères :

- l'effectif (moins de 250 salariés employés),
- le chiffre d'affaires (n'excédant pas 50 M€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 43 M€),
- l'autonomie (les parts ou droits de vote détenus par une autre entreprise sont inférieurs à 25 %).

Plus précisément, une entreprise est autonome :

- si elle est totalement indépendante (elle ne détient aucune participation dans d'autres entreprises et aucune autre entreprise ne possède de participation dans l'entreprise) ;
ou
- si elle détient une participation de moins de 25 % du capital ou des droits de vote (le plus élevé des deux facteurs) d'une ou de plusieurs autres entreprises et/ou si des tiers ne détiennent pas de participation de plus de 25 % du capital ou des droits de vote (le plus élevé des deux facteurs) de l'entreprise ;
ou
- si elle n'est pas liée à une autre entreprise à travers une personne physique.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

En sus des dispositions des CCTP propres à chaque lot.

■ Etudes :

Les études sont réalisées par le maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et notifiés au titulaire.

Les études d'exécution telles que précisées dans les CCTP restent à la charge du titulaire.

■ Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général :

Le plan général d'implantation des ouvrages est communiqué au titulaire dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux et à l'article R.554-27 du Code de l'environnement, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

■ Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

■ Installation de chantier :

Par dérogation à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage met à disposition du titulaire le terrain dont il peut avoir besoin pour les installations de chantier.

En revanche, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

■ Interruption pour cause d'intempéries :

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

■ Ordres de service :

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Ceux émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

■ Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

■ Registre du chantier :

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

■ Compte prorata :

Les installations de chantier seront mises en œuvre suivant le PGC.

Les dépenses communes de chantier (dépenses d'investissement, d'entretien et de consommation) sont traitées au PGC et/ou suivant indication portée au présent CCAP.

Tout oubli dans les pièces du DCE mais nécessaire aux bonnes installations de chantier conformément au Code du travail sera géré par le lot 01 et imputé au compte-prorata.

Concernant les dépenses liées au compte-prorata, l'entrepreneur titulaire du lot 01 sera de fait gestionnaire de compte prorata et procédera aux règlements des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entreprises.

Il effectuera en fin de chantier, la répartition des dites dépenses au prorata entre les entrepreneurs, proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Un mois avant la fin du chantier l'entreprise gestionnaire du compte prorata fera un estimatif des dernières consommations à venir et établira les factures définitives qu'il transmettra aux entreprises.

Le règlement total du compte prorata devra être réalisé par l'entreprise avant la réception.

L'entreprise devra joindre à situation à 100% le quitus du compte prorata fourni par le gestionnaire de ce compte.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'œuvre et/ou de l'OPC se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entreprises lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le règlement du solde de chaque entreprise est subordonné à la justification apportée par celle-ci, qu'elle a soldé la part du compte qui lui incombe sous réserve que l'entreprise gestionnaire du compte prorata est demandé le règlement du compte prorata avant la réception et idéalement qu'il est fait des demandes d'acomptes dont une au $\frac{3}{4}$ des travaux.

Au cas où l'entreprise refuserait d'acquitter cette part ou si elle tardait à en verser le montant, le maître d'ouvrage, 5 jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, peut déduire du solde de cette Entreprise, la part des frais dont il s'agit et en opérer le paiement à l'entrepreneur du lot 01 qui en a fait l'avance.

6.2. Vérification des prestations

■ Essais et contrôles des ouvrages :

Conformément à l'article 38 du CCAG Travaux, le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- De garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- De couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies, le cas échéant, lors de la consultation, demeurent en vigueur.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et **dans un délai de quinze jours** à compter de la réception de la demande.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

■ **Dégradations causées aux voies publiques :**

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est pleinement supportée par le titulaire.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet à l'acheteur :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire, du fait de l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat à la condition *sine qua non* d'une acceptation et agrément des conditions de paiement, par le pouvoir adjudicateur, tel que défini à l'article 2.2 du présent document, seul habilité à notifier cette décision.

En l'absence de cette notification, aucun sous-traitant n'est autorisé à entrer sur le chantier et à commencer l'exécution des travaux.

Pour rappel, le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Lorsque le sous-traitant bénéficie du paiement direct, il dépose ses demandes de paiement sur la plateforme Chorus Portail Pro, conformément aux prescriptions du présent document et de l'annexe 2 au CCAP.

Nonobstant les termes du contrat de sous-traitance qui lie le titulaire et son sous-traitant, une demande de paiement, au titre des prestations exécutées par un sous-traitant ayant droit au paiement direct, ne peut pas être déposée par le titulaire.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

En cas de non-respect de l'une des prescriptions édictées dans le présent chapitre (sous-traitance), le pouvoir adjudicateur entend rechercher, par tout moyen, les responsabilités pouvant être engagées.

■ **Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques :**

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière. Elle est réalisée par le titulaire sous le contrôle des services suivants :

- La Direction du Patrimoine (D.P.I.) du Crous de Toulouse-Occitanie

Crous de Toulouse - Occitanie

58 rue du Taur

CS 67096

31070 Toulouse cedex 7

Contact : immobilier@crous-toulouse.fr

Le titulaire informe, par écrit, les services compétents, **cinq jours au moins** avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

■ **Sécurité et protection de la santé des travailleurs :**

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur S.P.S. informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur S.P.S. prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

■ Echanges avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre :

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire, au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre selon les cas, par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le destinataire.

8. LITIGE ET SANCTIONS

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard constatées par le maître d'œuvre seront consignées dans les comptes rendus de réunion de chantier.

8.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule

$$P = V \times R / 1500$$

Avec :

P : montant de la pénalité

V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité

R : nombre de jours de retard

8.2. Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En complément de l'article 19 du CCAG, en cas de retard non justifié à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 250 € HT.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT, par absence.

8.3. Pénalités pour non-respect des dispositions de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

En cas de non-respect des délais fixés ou prescriptions fixées par le coordinateur SPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT par jour de retard ou par simple constat du non-respect des prescriptions du coordinateur SPS.

8.4. Pénalités pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise des documents à fournir après exécution visés à l'article 9 ci-dessous et par dérogation à l'article 19.3, une pénalité forfaitaire d'un montant de 1.500 € HT sera appliquée sur simple constat par le maître d'œuvre de la carence du titulaire.

8.5. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 7 ci-dessus, l'acheteur appliquera une pénalité de retard égale à 250 € HT, par jour de retard.

8.6. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 48 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour faute :

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 46.3.1 du CCAG.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV
Toulouse Cedex 07
31068 Toulouse

Téléphone : 05 62 73 57 57

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Télécopie : 05 62 73 57 40

Site internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

Si la requête est déposée devant un tribunal administratif ou une cour administrative d'appel, le dossier doit être déposé ou envoyé au bureau d'aide juridictionnelle du tribunal de grande instance où siège la juridiction

9. FIN DU CONTRAT

■ Documents fournis après exécution des travaux :

Les documents fournis, visés ci-dessous, sont rédigés en langue française. A défaut, ils doivent être transmis à l'acheteur, accompagnés d'une traduction certifiée, réalisée par un traducteur assermenté, en langue française.

Les documents doivent être remis conformément à l'article 40 du CCAG Travaux.

■ Repliement du chantier et remise en état des lieux :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

■ Réception des travaux :

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux, étant précisé que pour le lot 3 « Chauffage Ventilation Plomberie » la réception sera prononcée sous réserve d'essais concluants tel que prévu au CCTP.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations des lots prévus au contrat. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44 du CCAG Travaux.

10. DEROGATIONS

L'article 4 du CCAG déroge à l'article 28.1 du CCAG.
L'article 6 du CCAG déroge à l'article 29.2 du CCAG.
L'article 6 du CCAG déroge à l'article 31.1 du CCAG.
L'article 7 du CCAP déroge à l'article 34 du CCAG.
L'article 8 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG.

11. ANNEXES

- Annexe 1 : Procédure Chorus Portail Pro